

N°37 – 16 septembre 2021.

En bref

Selon le dernier rapport du laboratoire d'analyse et de renseignement sur les menaces Fortinet, il y a eu plus de 91 Mds tentatives de cyberattaques en Amérique latine au premier semestre 2021. Le Mexique arrive en tête des tentatives avec 60,8 Mds, suivi du Brésil (16,2 Mds), du Pérou (4,7 Mds) et de la

LE CHIFFRE À RETENIR

91 MDS

C'est le nombre de tentatives de cyberattaques en Amérique latine recensées au premier semestre 2021.

Colombie en quatrième position (3,7 Mds). Les secteurs des télécommunications, de l'administration, de l'automobile et de l'industrie manufacturière ont été les plus visés.

Type ZOOM SUR

Ilan Goldfajn sera le nouveau chef du FMI pour l'Amérique latine.

L'économiste brésilien Ilan Goldfajn sera le nouveau chef du département de l'hémisphère occidental du Fonds monétaire international (FMI), a annoncé sa directrice, Kristalina Georgieva. Ilan Goldfajn, 55 ans, prendra ses fonctions le 3 janvier 2022 et remplacera le Mexicain Alejandro Werner, qui a quitté ses fonctions le 31 août. Nigel Chalk, le directeur adjoint du département, continuera à superviser la région à titre intérimaire d'ici là. Brésilien né en Israël, Ilan Goldfajn a travaillé comme économiste au FMI de 1996 à 1999 et a été président de la Banque centrale du Brésil de mai 2016 à février 2019. Dans le secteur privé, il a notamment été économiste en chef d'Itaú Unibanco et, plus récemment, président du conseil consultatif de Credit Suisse Brésil.

BOLIVIE

La situation au port d'Arica est susceptible d'impacter le commerce extérieur bolivien.

L'entreprise concessionnaire du port d'Arica « Terminal Puerto de Arica » (TPA), cruciale pour le commerce extérieur bolivien (18 % des exportations et 24 % des importations) a annoncé qu'à partir du 20 septembre prochain, elle appliquera la redevance anticipée pour chaque service demandé par l'Administration

des services Portuaires de Bolivie (ASP-B) pour le fret d'importation. Cette décision intervient après que l'ASP-B a annoncé qu'elle ne paierait pas les services rendus au mois d'août en raison de l'«augmentation arbitraire» des frais portuaires par la TPA début août (+246 %). Si elle situation prolonge, cette rendra mécaniquement les importations exportations boliviennes plus chères et moins compétitives. Afin de trouver une solution, l'ASP-B indique, à ce stade, privilégier le dialogue avec la société portuaire et exclut le recours à l'arbitrage. Elle espère résoudre le problème dans un délai de 3 à 6 mois.



Le manque de visibilité sur l'évolution macroéconomique du pays inquiète.

Si le gouvernement communique directement les chiffres de la croissance, la presse a remarqué que l'Institut National des Statistiques (INE) n'a publié aucun chiffre actualisé depuis le second trimestre 2020 (les chiffres du second trimestre 2021 sont pourtant déjà disponibles. De la même manière, l'Indice Global d'Activité Economique (IGAE), un indicateur de croissance mensuel préliminaire qui sert au calcul du PIB, n'a pas été mis à jour depuis le mois d'avril 2021, alors que le ministre de l'Économie a communiqué l'IGAE de juin il y a quelques semaines lors d'une conférence de presse.

COLOMBIE

La Colombie ne devra pas payer de compensation financière à l'entreprise minière Eco Oro.

Un tribunal de la Banque mondiale a décidé que le gouvernement colombien n'était pas tenu de verser 736 MUSD de dommages et intérêts à Eco Oro Minerals Corp, après que la société minière canadienne eut allégué que l'interdiction par la nation andine de l'exploitation minière dans les zones humides de haute altitude constituait une expropriation indirecte. Eco Oro s'est retiré de la concession aurifère d'Angostura en 2019 après que la zone du projet dans la province de Santander a été réduite de moitié par une décision de la Cour constitutionnelle et de nouvelles réglementations qui ont élargi les protections des zones humides. Elle a déclaré que ce changement rendait le projet, dans lequel elle avait investi quelque 250 MUSD, impossible.

Les commissions économiques ont approuvé le montant du budget pour l'année 2022.

Les commissions économiques mixtes du Congrès ont approuvé le montant de 91,4 Mds USD pour le budget général de la nation (PGN) pour l'exercice 2022. Conformément à la proposition initiale du ministère des Finances, le approuvé représente montant une augmentation de 3,8 % par rapport à 2021. Selon les chiffres avancés par le ministère dans le projet de budget, dans le domaine de l'inclusion et de réconciliation sociale, budget d'investissement augmentera de 39,9 % par rapport à 2021 ; dans l'éducation, de 16,2 % ; et dans la santé et la protection sociale, de 21,6 %. Tel que proposé dans le projet de loi, le budget d'investissement augmenterait également dans les infrastructures de transport de 3,5 % par rapport à 2021. Des investissements d'environ 2,6 Mds USD de dollars sont prévus dans ce domaine.

Nexans rachète l'entreprise colombienne Centelsa.

L'entreprise française Nexans spécialisée dans les lignes de transmission par câbles a négocié auprès du groupe mexicain Xignus l'acquisition de Centelsa, entreprise colombienne de câbles disposant d'une production à Cali. Centelsa, qui cables électriques fabrique des télécommunications, réalise un chiffre d'affaires de 250 MUSD et opère dans toute l'Amérique latine. L'opération de rachat par Nexans se monte à 225 MUSD et devrait être finalisée durant le premier semestre de 2022. Cette opération renforce la capacité productive de Nexans en Colombie qui disposait déjà d'une usine à Bucarramanga (Santander).



EQUATEUR

L'Equateur enregistre un excédent commercial de 1,8 Md USD entre janvier et juillet 2021.

Les exportations équatoriennes se sont établies à 14,6 Mds USD entre janvier et juillet 2021, en augmentation de 31,3 % par rapport à la même période de l'année 2020 et en augmentation de 12,3 % par rapport à la période janvier – juin 2019. Les exportations non pétrolières sont en augmentation de 13,5 % (s'établissant à 9,5 Mds USD et composées essentiellement de crevettes, bananes et produits miniers). Les importations ont atteint 12,7 Mds USD en augmentation de 33,7 % par rapport à janvier – juillet 2020 (composées essentiellement de biens de consommation et de capital). La balance commerciale est en excédent de 1,8 Md USD sur la période.

La production pétrolière est en baisse.

Le gouvernement s'est fixé comme objectif la production de 526.000 barils par jour d'ici à la fin de l'année (+ 8 % par rapport au niveau actuel). Pourtant, la production pétrolière s'est établie à 491.000 barils par jour en juillet 2021, en baisse de 1,8 % par rapport à mai 2021 et en baisse de 6 % par rapport à juillet 2020. Cette baisse s'explique par les difficultés de Petroecuador à mettre en place son plan d'investissements.

PEROU

La Banque centrale (BCRP) relève à nouveau son taux directeur de 0,5 % à 1 %.

La BCRP a décidé d'augmenter, pour la seconde fois en l'espace d'un mois son taux directeur, lequel est passé de 0,25 % à 0,5 % en août puis à 1% en septembre. Cette mesure vise à endiguer l'inflation, en partie provoquée par la dévaluation du sol face au USD, renchérissant les prix de certains biens de base importés tels que les aliments ou combustibles. En août, la BCRP estimait que l'inflation sur les 12 derniers mois s'élevait à 4,95 % et devrait s'établir à 3,07 % à la fin 2021; soit légèrement au-dessus de son objectif plafond de 3 %. Elle estime que l'inflation devrait revenir dans son intervalle-cible (1 % à 3 %) en 2022 et que cette mesure ne marque pas une tendance. En effet, avec un taux historiquement bas de 1 % (comparé aux années pré-Covid) la politique monétaire se maintient dans une trajectoire expansive. Pour rappel, la BCRP a réduit son taux directeur de 1,25 % à 0,25 % en avril 2020, afin de stimuler le crédit dans le contexte de crise du Covid-19.

Le flux de touristes internationaux est en baisse de 85 % par rapport à 2020.

L'activité du secteur touristique, l'un des plus impactés par la pandémie et de grande importance pour le PIB péruvien (4,6 % en 2019), peine à reprendre. L'année dernière, le flux de touristes internationaux a chuté de 75 % tandis que les recettes du tourisme ont chuté de 79 %. Un total de 130.000 touristes ont visité le Pérou sur les 7 premiers mois de 2021, en baisse de 85 % par rapport à 2020 (856.000). Des experts



estiment que la situation devrait s'améliorer dans les mois prochains avec l'élimination des restrictions d'entrée. Par ailleurs, la dévaluation du sol pourrait profiter à ce secteur fortement dollarisé. Enfin, la Société péruvienne de commerce extérieur (COMEX) a transmis au Congrès des recommandations à court et moyen terme (ouverture des frontières et construction d'aéroports) pour la réactivation du secteur qui ne devrait pas récupérer ses niveaux prépandemie avant 2024.

VENEZUELA

Les réserves internationales atteignent leur plus haut niveau depuis 5 ans.

Les réserves internationales de la Banque centrale du Venezuela (BCV) ont atteint leur plus haut niveau depuis cinq ans en début de semaine, à 11,281 Mds USD. En effet, les réserves du pays qui s'élevaient à 6,175 Mds USD ont augmenté de 5,106 Mds USD. Or, le site web du Fonds monétaire international (FMI) indique que le Venezuela a reçu en août une allocation d'environ 3,5 Mds de droits de tirage spéciaux l'unité d'échange du FMI qui est adossée à des dollars, des euros, des yens, des livres sterling et des yuans. Ces DTS valaient 5,08 Mds USD au taux de change du DTS du 31 août (il s'agit de la part du Venezuela dans l'enveloppe globale de 650 Mds USD allouée par le FMI à 190 pays membres, qui est répartie en fonction de la taille de ses quotes-parts). A noter cependant que le Venezuela ne pourra pas mobiliser ces nouvelles ressources tant que les membres de la direction du FMI ne seront pas parvenus à un accord sur la reconnaissance ou non de l'actuel gouvernement vénézuélien.

L'Ofac prolonge la protection des actifs de Citgo jusqu'en 2022.

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor des États-Unis a prolongé la licence générale 5H qui empêche les détenteurs de l'obligation PdVSA 2020 d'agir contre Citgo, la filiale américaine de l'entreprise publique vénézuélienne, jusqu'au 21 janvier 2022. Ce serait également une réponse à la demande du gouvernement de Nicolás Maduro, qui exige la restitution du contrôle des actifs vénézuéliens à l'étranger, dans le cadre des négociations qui ont actuellement lieu au Mexique.



Les graphiques de la semaine:

Bilan épidémiologique de la région au 16 septembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un shéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	495 612	41 772	18 603	1 568	4,15 M	9,7 %	3 M	25%
Equateur	505 628	28 144	32 491	1 809	10,7 M	6%	9,6 M	54%
Colombie	4 934 568	95 750	125 753	2 440	8,8 M	17%	15,8 M	31%
Pérou	2 163 312	64529	198 860	5 932	3,3 M	10%	8,8 M	27%
Venezuela	350 795	12 379	4 245	150	6,8 M	8,9 %	4,2 M	15%
Am. du sud	37 310 296	n.d	1 143 697	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	Croissance du PIB						IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
OPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	2020 e.	2021 p.	Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an	
11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3	
50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2	
17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6	
0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0	
32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8	
0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3	
27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0	
45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7	
211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15	
19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3	
128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6	
	11,5 50,3 17,3 0,782 32,5 0,581 27.9 45.3 211.4 19.4	DPULATION (M) réel (Mds USD) 11,5 38.7 50,3 282.2 17,3 93.07 0,782 6.8 32,5 188.4 0,581 2.8 27.9 n.a 45.3 382.7 211.4 1312.6 19.4 245.4	PIB réel (Mds USD) 11,5 38.7 -7.7 50,3 282.2 -8.2 17,3 93.07 -7.5 43.3 32,5 188.4 -11.1 0,581 2.8 -13.4 27.9 n.a -30 45.3 382.7 -9.9 211.4 1312.6 19.4 245.4 -5.8	PIB réel (Mds USD) 11,5 38.7 -7.7 5.5 50,3 282.2 -8.2 5.1 17,3 93.07 -7.5 2.5 0,782 6.8 43.3 16.3 32,5 188.4 -11.1 8.4 0.581 2.8 -13.4 0.6 27.9 n.a -30 -10 45.3 382.7 -9.9 5.8 211.4 1312.6 19.4 245.4 -5.8 6.1	DPULATION (M) PIB réel (Mds USD) 11,5 38.7 -7.7 5.5 -8.5 50,3 282.2 -8.2 5.1 -9.4 17,3 93.07 -7.5 2.5 -8.9 0,782 6.8 43.3 16.3 -5.6 32,5 188.4 -11.1 8.4 -9.4 0,581 2.8 -13.4 0.6 -13.9 27.9 n.a -30 -10 n.a 45.3 382.7 -9.9 5.8 -11.4 211.4 1312.6 19.4 245.4 -5.8 6.1 -8.7	PIB réel (Mds USD) 2020 e. 2021 p. Déficit fiscal (% PIB) Dette publique (% PIB) 11,5 38.7 -7.7 5.5 -8.5 59.3 50,3 282.2 -8.2 5.1 -9.4 59.3 17,3 93.07 -7.5 2.5 -8.9 n.a 0,782 6.8 43.3 16.3 -5.6 36.9 32,5 188.4 -11.1 8.4 -9.4 21.9 0,581 2.8 -13.4 0.6 -13.9 n.a 27.9 n.a -30 -10 n.a n.a 45.3 382.7 -9.9 5.8 -11.4 n.a 211.4 1312.6 -4 3.6 -16.7 68.5 19.4 245.4 -5.8 6.1 -8.7 14.6	PIB réel (Mds USD) 2020 e. 2021 p. Déficit fiscal publique (% PIB) Dette publique (% PIB) 2020 e. 2021 p. 11,5 38.7 -7.7 5.5 -8.5 59.3 107 50,3 282.2 -8.2 5.1 -9.4 59.3 83 17,3 93.07 -7.5 2.5 -8.9 n.a 86 0,782 6.8 43.3 16.3 -5.6 36.9 122 32,5 188.4 -11.1 8.4 -9.4 21.9 79 0,581 2.8 -13.4 0.6 -13.9 n.a 97 27.9 n.a -30 -10 n.a n.a 113 45.3 382.7 -9.9 5.8 -11.4 n.a 46 211.4 1312.6 -4 3.6 -16.7 68.5 84 19.4 245.4 -5.8 6.1 -8.7 14.6 43	PIB réel (Mds USD) 2020 e. 2021 p. Déficit fiscal 11,5 38.7 -7.7 5.5 -8.5 59.3 107 +7 50,3 282.2 -8.2 5.1 -9.4 59.3 83 0 17,3 93.07 -7.5 2.5 -8.9 n.a 86 -1 0,782 6.8 43.3 16.3 -5.6 36.9 122 -1 32,5 188.4 -11.1 8.4 -9.4 21.9 79 +3 0,581 2.8 -13.4 0.6 -13.9 n.a 97 +1 27.9 n.a -30 -10 n.a n.a 113 -20 45.3 382.7 -9.9 5.8 -11.4 n.a 46 +2 211.4 1312.6 -4 3.6 -16.7 68.5 84 -5 19.4 245.4 -5.8 6.1 -8.7 14.6 43 -1	OPULATION (M) PIB réel (Mds USD) 2020 e. 2021 p. Déficit fiscal (% PIB) Dette publique (% PIB) 2020 variation sur un an s	

Source: données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Pierre SENTENAC, Lucile MINIERE Rédacteurs : Andrés PALACIOS, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE et Jeanne MORINAY.

Pour s'abonner: jeanne.morinay@dgtresor.gouv.fr